



06

International et

l'UE

MOUVEMENT ECOLOGIQUE - ENGAGEMENT AU-DÈLA DU LUXEMBIURG

Les décisions clés en matière de développement durable sont prises au niveau européen et international. Il est donc d'autant plus important de suivre activement ces évolutions et de s'impliquer.

Grâce à son réseau européen et international, le Mouvement Ecologique peut le faire de manière cohérente. À une époque où la déréglementation progresse de manière spectaculaire, cela est plus important que jamais.



SOLIDARITÉ MONDIALE

Le Mouvement Écologique est membre de plusieurs alliances mondiales et européennes. Cette adhésion revêt une importance capitale, car il n'est pas possible pour une organisation nationale comme le Mouvement Écologique de prendre régulièrement l'initiative sur des dossiers internationaux et/ou au niveau de l'UE. Les informations et le travail préparatoire des organisations partenaires sont donc d'une importance capitale, permettant au Mouvement Écologique d'agir.

De plus, ces partenariats permettent de mener des actions conjointes. Une organisation seule ne peut pas faire grand-chose au niveau européen, mais ensemble, elles sont plus fortes. En conséquence, l'engagement du Mouvement Écologique, en particulier au niveau européen, ne cesse de croître, et il contribue également activement aux appels mondiaux lancés par les organisations partenaires.

Dans des dossiers européens importants, tels que la déréglementation, les pesticides, la protection du climat, etc., le Mouvement Écologique a été actif – en particulier au sein du réseau commun au niveau européen. Cela s'est principalement fait dans le cadre de « *Friends of the Earth* », dont le Mouvement Écologique est la section luxembourgeoise, ainsi que dans des projets du *Bureau européen de l'environnement* (BEE).

Des prises de position ont été soutenues à plusieurs reprises et des lettres de nos organisations partenaires européennes sur des thèmes liés au développement durable ont été envoyées aux ministres concernés, des prises de position ont été transmises aux députés européens, ou des pétitions européennes ont été cosignées.

Ces vastes réseaux de « *Friends of the Earth* » à travers l'Europe et au niveau international, ainsi que ceux du « *Bureau européen de l'environnement* », sont encourageants.

Ils montrent que les citoyens de toute l'Europe sont attachés aux mêmes idéaux.

En tant que membre de CAN Europe, un autre réseau paneuropéen d'organisations militant pour la protection du climat, le Mouvement Écologique participe également régulièrement à ses assemblées générales, se tient informé des développements actuels au niveau de l'UE, contribue à la rédaction de lettres adressées aux décideurs politiques, prend part à des ateliers et soutient des projets paneuropéens.

Le Mouvement Écologique est également membre du PAN (*Pesticide Action Network*) afin de mener une campagne encore plus cohérente contre l'utilisation des pesticides.

Le Mouvement Écologique est également membre du « *Right to Repair Network* », un réseau européen (qui milite pour le droit à la réparation), ainsi que de l'alliance allemande « *Runder Tisch Reparatur* ».

INFORMATIONS SUR L'ENGAGEMENT MONDIAL DE PEOPLE

Depuis des années, des rapports des organisations membres de FoE sont régulièrement publiés dans le « *Kéisecker info* » et sur le site web du Mouvement Écologique.

Ces articles ont pour but de montrer que partout dans le monde, des personnes militent pour un monde meilleur et plus juste – même dans des pays où un tel engagement est bien plus difficile qu'au Luxembourg. En même temps, la solidarité mondiale est une source d'inspiration !

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE MERCOSUR : LA RÉSISTANCE SE POURSUIT

En 2025, la résistance contre l'accord controversé du Mercosur – l'accord entre les États d'Amérique du Sud et l'Europe – s'est poursuivie.

- **Lettre ouverte au gouvernement : « Mettez fin à cet accord de libre-échange néfaste »**

Avant tout pour des raisons géopolitiques, les gouvernements se sont prononcés en 2025 en faveur de cet accord, y compris ceux qui s'en montraient encore extrêmement sceptiques il y a peu. Le gouvernement luxembourgeois a lui aussi semblé changer de position en 2025.

L'ASTM, Forum Politique (une alliance d'organisations de développement), Greenpeace Luxembourg et le Mouvement Écologique ont appelé les ministres compétents, dans une lettre ouverte, à dire clairement non à cet accord, qui favorise la déforestation, les violations des droits humains, l'exploitation, etc.

D'autant plus que l'accord UE-Mercosur, selon des experts internationaux, ne devrait apporter que des avantages économiques très limités, mais causerait d'importants dommages sociaux, écologiques et économiques



(problèmes majeurs : surproduction de monocultures d'exportation dans les pays du Sud, mise en péril des structures agricoles à petite échelle, accélération de la déforestation, etc.).

L'accord renforce également une logique commerciale hiérarchique entre les pays industrialisés et les pays exportateurs de matières premières et aggrave les inégalités existantes.

Les organisations signataires ont donc appelé à un rejet clair de l'accord et à une politique commerciale qui place au centre les normes de qualité, l'agriculture à petite échelle, les droits humains et un développement durable et juste.

- **Conférence : « Les conséquences fatales d'un accord commercial « UE-Mercosur » : le point de vue d'un scientifique brésilien »**

Le 26 juin 2025, le professeur Antônio Inácio Andrioli, agronome et philosophe brésilien, s'est exprimé lors d'une conférence organisée par le Mouvement Écologique et l'ASTM sur les conséquences sociales et écologiques de l'accord UE-Mercosur prévu. Il a clairement averti que cet accord sert avant tout les intérêts des grandes entreprises et met en danger les petits agriculteurs, les peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement.

Au cours de la discussion, il est apparu clairement que les grands propriétaires terriens des États du Mercosur exercent une influence politique considérable, tandis que les marchés locaux et les structures paysannes s'affaiblissent. Andrioli a appelé à une politique commerciale fondée sur la solidarité, des partenariats équitables et la responsabilité écologique, et s'est clairement prononcé contre la ratification de l'accord sous sa forme actuelle.

En conclusion de la soirée, il a été souligné que cet accord ne présente pas seulement des risques écologiques, mais qu'il aggrave également les inégalités structurelles. Même si les agriculteurs européens seraient eux aussi

à une concurrence accrue et à des importations problématiques, ce sont les États du Mercosur eux-mêmes qui subiront les conséquences les plus dramatiques : poursuite de la déforestation, augmentation de l'utilisation de pesticides, concentration de la propriété entre les mains d'une poignée d'acteurs et bouleversements sociaux.

LES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE MENACENT ÉGALEMENT LES OBJECTIFS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DE L'EUROPE !

Le Luxembourg est actuellement poursuivi pour 16 milliards de dollars par l'oligarque russe Mikhaïl Fridman parce que notre pays a gelé ses avoirs dans le cadre des sanctions de l'UE suite à l'invasion russe de l'Ukraine.

Cette affaire illustre un problème fondamental et de grande portée : grâce aux mécanismes dits de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), inscrits dans plus de 1 000 traités bilatéraux d'investissement, les investisseurs étrangers peuvent contourner les tribunaux nationaux et poursuivre les gouvernements en dommages-intérêts devant des tribunaux d'arbitrage privés.

L'affaire Fridman n'est pas un cas isolé : « *Friends of the Earth* » et ses organisations partenaires ont montré, à l'aide de dix études de cas actuels provenant de l'UE, comment l'ISDS est également utilisé pour contester des mesures de sécurité nationale, des taxes sur les bénéfices exceptionnels ou des décisions environnementales rendues par des tribunaux nationaux. Ce mécanisme place les profits privés au-dessus de la démocratie, de la protection sociale et environnementale, sapant ainsi la capacité de l'UE et de ses États membres à gouverner de manière souveraine.

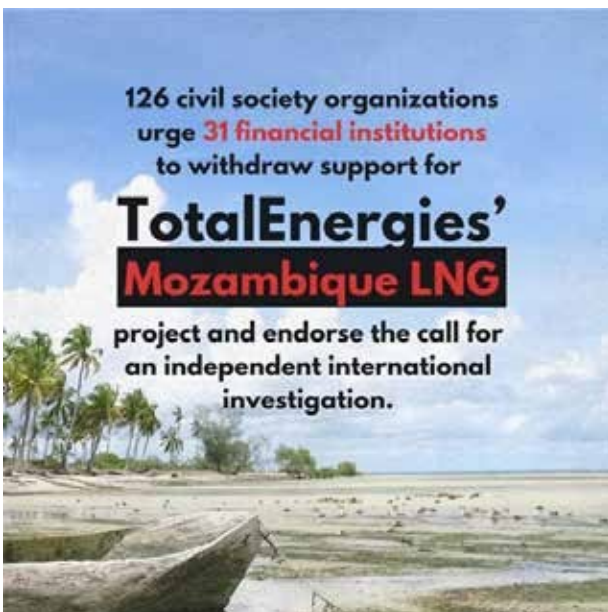
Le Mouvement Écologique et une large coalition d'organisations européennes réclament donc la résiliation systématique de ces accords obsolètes et la suppression de ces tribunaux problématiques, et ont présenté un dossier contenant 10 cas problématiques illustratifs, dont l'affaire Fridman.



INITIATIVES ET CAMPAGNES À L'ÉCHELLE DE L'UE : CONTRE L'ASSOUPLISSMENT RÉGLEMENTAIRE

De nombreuses initiatives paneuropéennes ont été soutenues :

- **Campagne #HandsOffNature** : en septembre 2025, Meco, en collaboration avec natur&ëmwelt, des centaines d'ONG et plus de 65 000 citoyens européens, a appelé à ne pas affaiblir la législation environnementale de l'UE. L'objectif était de maintenir les mesures de protection existantes en matière de conservation de la nature, des forêts et de l'eau, notamment le règlement de l'UE sur la déforestation, la directive-cadre sur l'eau, la directive «Habitats» et la loi sur la restauration. Les citoyens ont pu faire part directement de leur point de vue via la plateforme de la Commission européenne. La campagne #handsoff se poursuivra également en 2026 avec diverses actions.
- **Loi européenne sur les sols (loi sur la surveillance des sols)** : en octobre, Meco, en collaboration avec 50 autres ONG, a fait campagne en faveur d'une loi à l'échelle de l'UE visant à protéger et à restaurer les sols dégradés. Le Parlement européen a adopté cette loi le 23 octobre 2025.
- **Normes alimentaires inégales au sein de l'UE** : en collaboration avec d'autres organisations, le Meco a souligné les inégalités entre les normes relatives aux pesticides sur les importations et a appelé à des limites plus strictes concernant les substances interdites.
- **Ne pas réduire le statut de protection du loup** : en 2025, le Mouvement Ecologique, aux côtés de plus de 200 organisations environnementales européennes, a signé une lettre adressée à tous les ministres de l'Environnement de l'UE exigeant que le statut de protection du loup ne soit pas abaissé au niveau national. Et ce, bien que l'UE l'ait récemment rétrogradé de « strictement protégé » à « protégé ». Les organisations ont souligné que cette décision contredit les preuves scientifiques, car le loup continue de se trouver dans un état de conservation défavorable dans six des sept zones biogéographiques de l'UE. La Cour de justice de l'Union européenne avait également confirmé en juin 2025 que chaque État membre doit garantir de manière indépendante un état de conservation favorable. Au lieu d'appels à l'abattage motivés par des considérations politiques, les ONG ont plaidé en faveur de stratégies de coexistence coopératives – comprenant la protection du bétail, des mesures préventives et des régimes d'indemnisation équitables. Le loup, en tant que succès de conservation et élément important de la biodiversité européenne, devrait continuer à être protégé au Luxembourg sur la base de données scientifiques.



Ces initiatives témoignent de l'engagement continu du Mouvement Ecologique en faveur de la protection de l'environnement et de la santé, de la biodiversité et de l'agriculture durable, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE.

PROBLÈMES FINANCIERS CHEZ « FRIENDS OF THE EARTH INTERNATIONAL » - ET LA SOLIDARITÉ COMPTE !

Après une réduction significative des financements publics accordés aux ONG environnementales tant au niveau européen qu'international, *Friends of the Earth International*, l'alliance mondiale dont le Mouvement Ecologique est membre, s'est retrouvée dans une situation financière très difficile.

Ces coupes affaiblissent considérablement le fonctionnement et la voix de la société civile ainsi que l'engagement au niveau international et européen (et aussi, en partie, dans les États membres). L'importance de ces organisations est primordiale, surtout en ces temps où des reculs massifs dans le domaine écologique sont prévus et où l'influence des lobbies économiques ne cesse de croître.

En tant que coordinateur des structures nationales « *Friends of the Earth* » à travers le monde, FOE International joue un rôle central dans le soutien aux initiatives en faveur du climat et de la justice sociale dans les pays du Sud. La suppression des possibilités de cofinancement pour les programmes dans ces pays a entraîné une réaction en chaîne dramatique pour de nombreuses organisations nationales.

Le 30 juin, une assemblée générale extraordinaire s'est tenue afin de trouver une solution commune pour maintenir les activités et continuer à financer les programmes internationaux. Des coupes budgétaires importantes, une mobilisation extraordinaire des réserves et, en partie, une réorganisation ont été décidées. En conservant un cœur de métier solide, *les Amis de la Terre* mettent davantage l'accent sur la collecte de fonds afin de consolider leurs finances.

En tant que représentant luxembourgeois de « *Friends of the Earth* », le Mouvement Ecologique a participé à cette assemblée générale et a exprimé sa solidarité avec l'organisation mère.

MECO SOUTIENT LES REVENDICATIONS EN FAVEUR DE CADRES DURABLES POUR L'IA

L'application de l'intelligence artificielle (IA) se généralise dans tous les secteurs, en particulier dans les domaines de la science et des affaires. Ces technologies sont présentées comme porteuses d'avenir, mais elles ont déjà des impacts considérables en termes d'émissions de CO_2 , ainsi que de consommation d'eau et d'électricité. C'est pourquoi le MECO soutient les revendications de CAN Europe : pas de combustibles fossiles, une restriction ciblée de l'utilisation pour soulager les réseaux, des chaînes d'approvisionnement durables avec une participation équitable, et une meilleure transparence dans l'utilisation de l'IA.



RÉSISTANCE CONTRE « ASSOULISSEMENT » DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE EUROPÉENNE

La pression en faveur de la « déréglementation » à Bruxelles est considérable. Malheureusement, cela cache une remise en cause des objectifs clés visant à rendre l'Union plus durable.

Outre le paquet « Omnibus », qui visait à réduire la responsabilité des grandes entreprises dans leurs chaînes d'approvisionnement (CSDD), les objectifs en matière de biodiversité et de climat sont également remis en cause.

Par exemple, de nouveaux instruments sont en discussion, censés contribuer à la réalisation de ces objectifs – sans pour autant décarboner l'économie européenne. Il s'agit notamment de l'intégration de certificats de CO₂ provenant de pays non membres de l'UE ou de technologies de capture du carbone encore très immatures. Il est nécessaire de maintenir une politique climatique européenne ambitieuse et déterminée.

Dans ce contexte, MECO soutient les mesures initiées par l'organisation partenaire CAN Europe : la signature d'une lettre préparée par CAN Europe à l'intention de la Commission européenne, et la rédaction conjointe d'une lettre spécifique avec l'ASTM à l'attention de la ministre de l'Environnement, Serge Wilmes.

SOUTIEN INTERNATIONAL

Le Mouvement Ecologique a manifesté sa solidarité avec des initiatives mondiales menées par des organisations partenaires dans de nombreuses lettres.

Par exemple, dans une lettre adressée aux institutions financières impliquées dans le projet GNL Mozambique. Dans cette lettre, de nombreuses organisations de la société civile formulent de graves allégations de violations des droits humains survenues fin 2024 autour d'une installation d'extraction de gaz.

Les institutions financières n'ayant toutefois pas encore pris position publiquement sur le massacre présumé de civils, le collectif de 126 organisations de la société civile, dont le Mouvement Ecologique, a réitéré sa demande, 2025, sa demande d'une enquête internationale indépendante visant à clarifier les circonstances de ce massacre présumé, ainsi que la suspension du soutien au projet GNL du Mozambique jusqu'à ce que les résultats de cette enquête soient disponibles.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA BIODIVERSITÉ : LE LUXEMBOURG DOIT ENFIN ASSUMER SES RESPONSABILITÉS POUR LA PRÉSERVATION DE NOTRE SYSTÈME DE SOUTIEN À LA VIE !

En octobre 2024, la 16e Conférence des Nations unies sur la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique s'est tenue à Cali, en Colombie. En amont, le Mouvement Écologique avait formulé ses recommandations et, dans un communiqué de presse, avait appelé le gouvernement luxembourgeois et, surtout, la ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Serge Wilmes, à assumer leurs responsabilités en matière de conservation de la biodiversité au Luxembourg.

Pour le Mouvement Écologique, il était extrêmement étrange que, seulement un mois avant cette conférence internationale sur la biodiversité, les États membres de l'UE aient voté en faveur d'un déclassement du statut de protection du loup – et que le Luxembourg figure parmi les partisans de cette mesure. Cela semble donc presque schizophrénique, sachant que lors de la Conférence mondiale sur la biodiversité, les pays du Sud sont exhortés à redoubler d'efforts pour protéger leurs grands carnivores...

Il semble donc plus facile de prêcher l'eau tout en buvant du vin : le riche Luxembourg lui-même manque depuis des années ses propres objectifs visant à freiner les pertes rapides de biodiversité pour lesquelles nous voulons convaincre d'autres pays... En octobre, rien n'indiquait que le ministre de la Biodiversité lui-même prendrait ses responsabilités ici, chez nous. Au lieu de prendre des mesures claires pour renforcer la protection de la nature, il a même soutenu l'affaiblissement de la loi sur la protection de la nature dans le cadre du projet gouvernemental « Construire plus et plus vite » (pour notre campagne à ce sujet, voir le chapitre séparé).

La conclusion du Mouvement Ecologique est donc la suivante : les conférences comme celle sur la biodiversité mondiale sont importantes. Mais la crédibilité politique – et le succès en matière de protection de la biodiversité – s'acquiert avant tout par des actions concrètes dans son propre pays. C'est là que la ministre Wilmes est enfin mise à l'épreuve, pour agir de manière cohérente en collaboration avec le ministère de l'Agriculture.